

Il faut redécouvrir cette œuvre majeure, dont la première édition anglaise de 1951, revue en 1971, n'a eu sa traduction française qu'en 1973. Certains historiens l'ont utilisée en la parasitant, pour tenter de justifier, au nom d'un passé sombre, le présent d'un capitalisme omnipotent et indépassable. Or Hannah Arendt était, elle, un esprit libre, qui n'était au service d'aucune idéologie. Ce qu'elle a écrit mérite plus de considération que ce qu'on lui a fait dire. En cherchant à expliquer une période tragique, elle bouscule nombre d'idées reçues et nous aide à comprendre. Même si l'on sait que de nombreuses archives ont été déchiffrées depuis, dont elle n'avait pu avoir connaissance. Même lorsqu'on n'est pas convaincu par certaines de ses conclusions.

# Les origines du totalitarisme

par Hannah Arendt

Ed. du Seuil (coll. Points-Politique) , 3 parties : « Sur l'antisémitisme » ; « L'impérialisme » ; « Le système totalitaire »

On a voulu réduire son œuvre à l'étude du totalitarisme. Mais si elle réunit nazisme et stalinisme sous le concept de totalitarisme, elle prend grand soin de distinguer similitudes et différences, dans la réalité concrète et dans l'essence de chacun de ces systèmes. D'autre part et surtout, c'est « l'impérialisme » qui est au centre de sa réflexion, car c'est lui qu'elle place aux « origines du système totalitaire ». Elle pense aussi que l'antisémitisme moderne, dont l'aboutissement fut Auschwitz, est né de l'impérialisme plutôt que du vieil antijudaïsme chrétien. Elle estime, en somme, que les monstruosité du XX<sup>e</sup> siècle sont des « produits dérivés » de l'impérialisme, dont nous savons aujourd'hui que son potentiel de barbarie, quelles qu'en puissent

être les formes, n'est pas épuisé. Bien des pistes tracées au cours de la recherche aident donc aussi à comprendre notre présent.

## SUR L'ANTISÉMITISME

Dès la préface, rédigée pour ce volume en 1967, Hannah Arendt différencie « l'antisémitisme, idéologie laïque du XIX<sup>e</sup> siècle, qui n'apparaît sous ce nom qu'après 1870, et la haine du juif, d'origine religieuse... » Elle-même indique que la date n'est pas fortuite, puisqu'elle correspond à la naissance de l'impérialisme. Puis elle motive ainsi sa recherche :

« La question juive et l'antisémitisme, phénomènes relativement peu importants en termes de politique mondiale, devinrent les agents cataly-

seurs d'abord de la montée du mouvement nazi et de l'organisation du Troisième Reich, puisque chaque citoyen dut prouver qu'il n'était pas juif, puis d'une guerre mondiale d'une férocité sans équivalent, enfin d'un crime de génocide sans précédent accompli au sein de la civilisation occidentale. Il me sembla évident que ces phénomènes appelaient non seulement la lamentation et la dénonciation mais aussi une explication.»

Elle indique ensuite les limites qu'elle assigne à son travail et nous permet du même coup de saisir le sens profond de sa démarche :

«L'histoire complète de l'antisémitisme reste encore à écrire et dépasse les limites de ce livre. Cette lacune justifie, tant qu'elle existe, la publication des chapitres qui suivent et qui se veulent une contribution indépendante à une histoire plus complète, bien qu'à l'origine ils aient été conçus comme une partie de la préhistoire, pour ainsi dire, du totalitarisme.»

«L'apparition des premiers partis antisémites dans les années 1870 et 1880 marque le moment où la base concrète et limitée des conflits d'intérêts est dépassée et où s'ouvre la route qui se terminera par la "solution finale". A partir de ce moment, c'est à dire à l'époque de l'impérialisme, suivie par la période des mouvements et des régimes totalitaires, il n'est plus possible de séparer la question juive ou l'idéologie antisémite de questions presque sans aucun rapport, en fait, avec la réalité de l'histoire juive moderne... L'antisémitisme lui-même servait maintenant à d'autres buts qui, tout en exigeant finalement les Juifs comme victimes principales, dépassaient de loin les problèmes des juifs et des antisémites.»

## LES JUIFS ET L'ETAT-NATION

Pour donner corps à ces affirmations, Hannah Arendt établit un parallèle entre l'évolution des Etats-Nations et le rôle des Juifs. S'y adossant au cours de son ascension, ils le suivront dans sa déchéance.

Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, les monarchies absolues commencent à développer des Etats-Nations. Les Juifs de Cour (dont le cénacle s'élargira à des groupes plus importants) serviront de financiers aux Princes, les bourgeoisies nationales ayant choisi l'investissement privé et refusé de participer financièrement à des entreprises «improductives». Pour compenser les risques encourus, des privilèges leur furent accordés. Le plus grand des privilèges étant l'égalité, elle leur fut donnée d'abord par la Révolution française (1) puis également, avec l'affermissement des Etats-Nations, en Prusse et en Autriche. A noter que les Juifs de Berlin empêchèrent alors l'afflux des Juifs pauvres des provinces orientales. Pour les mêmes raisons, les Juifs de Bordeaux et d'Avignon protestèrent contre le décret accordant l'égalité aux Juifs pauvres de l'Est.

L'expansion impérialiste bouleversa ces rapports : les bourgeoisies nationales avaient désormais besoin d'une intervention de l'Etat, qui par ailleurs avait constitué, notamment par le monopole des armements, un secteur économique particulièrement intéressant. Pour les financiers juifs, cela signifiait une concurrence nouvelle et un déclin inexorable. Mais ils gardèrent un atout, jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque la guerre visait à changer l'équilibre existant, non à supprimer l'adversaire :

«Sans territoire, sans gouvernement propre, les Juifs avaient toujours

constitué un élément inter-européen... Même lorsque l'utilité économique des Juifs déclina, leur position inter-européenne resta très importante pour l'Etat, en cas de guerres et de conflits internationaux.»

«[...] Les Juifs avaient eu leur utilité [...] aussi longtemps que chacun cherchait, pendant la guerre, à préserver volontairement les chances de la paix, et recherchait une paix de compromis [...] Dès l'instant où les guerres eurent pour but l'annihilation totale de l'ennemi, et que l'expression "la victoire ou la mort" tint lieu d'objectif déterminant, le recours à l'entremise des Juifs n'avait plus de raison d'être.»

«La communauté juive occidentale se désintégra en même temps que l'Etat-nation, dans les quelques dizaines d'années qui précédèrent la Première Guerre mondiale... Dans un monde impérialiste, la richesse des Juifs avait perdu toute son importance [...] Le Juif européen cosmopolite devint un objet de haine universelle en raison de sa richesse inutile, et un objet de mépris parce qu'il n'avait plus aucun pouvoir.»

A quel point l'Etat a pu être considéré par les Juifs comme un protecteur, Hannah Arendt en donne un exemple frappant : dans les dernières années de la République de Weimar, ils fondèrent (avec quelques non-Juifs) un parti bourgeois qu'ils appelèrent «parti de l'Etat» ! Ils n'avaient, semble-t-il, nullement conscience que cet attachement allait se retourner contre eux :

«Chaque classe de la société qui, à un moment ou à un autre, entrait en conflit avec l'Etat devenait antisémite parce que les Juifs étaient le seul groupe social qui semblât représenter l'Etat.»

Une importante exception est faite à cette généralisation :

«La seule classe qui se révéla à peu près imperméable à la propagande antisémite fut la classe ouvrière, absorbée dans la lutte de classe, qui interprétait l'histoire à la lumière du marxisme, et n'entra jamais en conflit direct avec l'Etat, mais seulement avec une autre classe sociale, la bourgeoisie. Or les Juifs ne représentaient sûrement pas la bourgeoisie, ils n'en constituèrent jamais une partie importante.»

#### SCANDALES FINANCIERS, PETITS-BOURGEOIS ET PARTIS ANTISÉMITES

Une série de scandales impliquant nombre de parlementaires et de personnages officiels marqua les vingt dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle. Le plus connu fut celui du canal de Panama.

«Ils serviront de toile de fond à l'apparition simultanée de l'antisémitisme en tant que facteur politique important, en Allemagne, en Autriche et en France... Bien que pas une seule maison juive ne fût fortune dans l'affaire de Panama [...] la petite bourgeoisie devint alors brusquement antisémite. Elle fut plus durement frappée qu'aucun des autres groupes, car elle avait investi de petites épargnes individuelles, qui étaient irrémédiablement perdues. Sa crédulité s'explique par bien des raisons. L'expansion capitaliste intérieure tendait à faire disparaître les détenteurs de petits capitaux ; il leur fallait faire fructifier rapidement le peu qu'ils avaient, sous peine probablement de tout perdre. C'était pour eux une question de vie ou de mort. Ils savaient que s'ils ne se hissaient pas jusqu'à la bourgeoisie, ils risquaient de sombrer dans le prolétariat.»

Pourquoi rendre les juifs responsables de leur ruine ? Parce que l'image du banquier et du juif coïnci-

daient, comme semblait le confirmer l'histoire mythique des Rothschild. Plus précisément :

«Pour le petit boutiquier, le banquier semblait être un exploiteur, au même titre que le grand industriel pour l'ouvrier. Mais tandis que les ouvriers européens, savaient, grâce à leur expérience et à leur formation économique marxiste, que le capital les exploitait tout en leur donnant la possibilité de produire, le petit boutiquier, lui, n'avait trouvé personne pour l'éclairer sur son sort économique et social.»

«Frédéric Engels a fait observer un jour que les protagonistes de l'antisémitisme de son époque étaient les aristocrates, la populace petite-bourgeoise déchaînée jouant le rôle du chœur. On peut en dire autant, outre l'Allemagne, des chrétiens sociaux d'Autriche et des antidreyfusards français. Dans chaque cas, l'aristocratie menait une lutte désespérée, qui était la dernière... La populace ne servait qu'à amplifier ses clameurs et à renforcer sa position. Manifestement, l'aristocratie ne voulait pas, et ne pouvait pas organiser cette populace, et était prête à l'abandonner aussitôt son but atteint. Mais elle découvrit que les slogans antisémites possédaient un extraordinaire pouvoir mobilisateur auprès de vastes couches de la population.»<sup>(2)</sup>

En 1886 fut créé en Allemagne la «Deutsche Antisemitische Vereinigung» qui se voulut d'emblée «au-dessus des partis». Jusque-là, «seuls l'Etat et le gouvernement avaient prétendu être au-dessus des partis, de toutes les classes, et représenter la nation dans son ensemble.» Hannah Arendt en déduit une volonté hégémonique : «déjà l'antisémitisme était un instrument destiné à liquider, non pas simplement les Juifs, mais aussi la structu-

re politique de l'Etat-nation. La revendication de ces partis antisémites coïncida, et ce n'est pas par hasard, avec les débuts de l'impérialisme.»

Autre caractéristique des nouveaux partis antisémites : une organisation supranationale. En 1882 s'était déjà tenu à Dresde le premier congrès antijuif international, réunissant 3 000 délégués d'Allemagne, Autriche-Hongrie et Russie. Une «alliance antijuive universelle» fut créée par la suite. L'apparent paradoxe de partis ultra nationalistes s'organisant à l'échelle européenne est décryptée de la manière suivante :

«Les Juifs étaient, à coup sûr, le seul élément européen dans une Europe divisée en nations. Il semblait logique que leurs ennemis s'organisent selon le même principe, s'ils entendaient combattre des gens qui étaient censés manipuler en secret les destinées politiques de toutes les nations.»

Le réel paradoxe est plutôt du côté des mouvements socialistes, dont l'Internationale «ne découvrit jamais le moyen de faire de cette idée un concept opératoire dans un monde d'Etats souverains. [...] plus préoccupés de problèmes intérieurs, ils s'accommodaient bien mieux de l'Etat-nation que les antisémites.» Ce «désintérêt» pour une véritable solidarité internationale est peut-être à chercher dans une certaine connivence des mouvements ouvriers nationaux avec leur propre impérialisme :

«Ils professaient une indifférence à la politique étrangère qui était pour eux une sorte de protection à la fois contre la participation active à la politique impérialiste de leurs pays respectifs ou à la lutte contre elle. En ce qui concerne les intérêts économiques, il était bien évident qu'en cas de chute des Empires hollan-

dais, britannique ou français, chaque habitant de la métropole en subirait les conséquences, et non seulement les capitalistes et les banquiers.»

«[...] la situation particulière des Juifs en tant qu'élément européen aurait pu servir les buts du fédéralisme socialiste au moins aussi bien qu'elle servit les sinistres machinations des supra-nationalistes. Mais les socialistes portaient tant d'attention à la lutte de classes et si peu aux conséquences politiques de leur propre héritage doctrinal qu'ils ne s'aperçurent de l'importance politique de la question juive qu'au moment où l'antisémitisme en plein essor était déjà pour eux un dangereux concurrent sur la scène politique intérieure [...] ils laissèrent le champ libre aux supra-nationalistes, qui semblèrent, de ce fait, les seuls à posséder la réponse au problèmes mondiaux.»

L'affaire Dreyfus fut, pour les socialistes français, l'occasion d'une prise de conscience, surtout depuis que les cléricaux eurent rejoint l'aristocratie militaire dans le camp antisémite. Jusque-là, un certain antisémitisme de gauche s'alimentait notamment de la politique des Rothschild qui, après avoir financé les Bourbons puis Louis-Philippe, s'épanouirent sous Napoléon III. Mais pour Hannah Arendt, «l'Affaire» appartient encore au XIX<sup>e</sup> siècle, même si «on a l'impression d'assister [...] à une gigantesque répétition générale d'une représentation qui fut retardée de plus de trente ans. Lorsque, après la défaite de 1940, l'antisémitisme français connut sa grande heure avec le gouvernement de Vichy, il était définitivement devenu désuet [...] Il n'eut aucune influence sur la formation du nazisme [...] La raison principale est que les partis antisémites français, violents sur le plan national,

n'avaient aucune ambition supranationale. [...] parce-que la France n'eut jamais de véritable parti impérialiste.»

C'est en Allemagne, et surtout en Autriche qu'on trouve les véritables partis antisémites modernes, sous la forme de deux mouvements concurrents. Lueger, dirigeant des chrétiens-sociaux, devint maire de Vienne en 1890. Son antisémitisme chauvin, curieusement, concernait la seule intelligentsia. Sa pratique du gouvernement de Vienne épargna les hommes d'affaires juifs, à un tel point qu'ils purent considérer ces années comme «une sorte d'âge d'or pour les Juifs.»

Bien plus rigoureux était le mouvement concurrent, le parti «Alldeutschen», dirigé par Schönerer. Son antisémitisme, d'abord dirigé presque exclusivement contre les Rothschild (ce qui lui gagna les sympathies du mouvement ouvrier), se transforma vite en «une idéologie pangermaniste qui devait influencer le nazisme plus que toute autre variété allemande d'antisémitisme... Il voulait une réorganisation révolutionnaire de l'Europe centrale, dans laquelle les Allemands d'Autriche, alliés aux Allemands d'Allemagne et renforcés par eux, deviendraient le peuple dominant, une Europe centrale dans laquelle les autres peuples seraient réduits à une sorte de demiservitude, à l'image des nationalités slaves d'Autriche.» Une «véritable idéologie impérialiste», disponible vingt ans plus tard, lorsque la Première Guerre mondiale aura fait des millions de morts, de mutilés, et livré des millions d'autres à la misère, au désespoir et aux charognards.

Le début du siècle avait vu la formation d'une intelligentsia juive, rompant avec les carrières liées à l'argent. En Allemagne et en Autriche, le

journalisme, l'édition, la musique, le théâtre permirent à de nombreux Juifs «d'être les représentants de cette société internationale aux contours flous, dans laquelle les préjugés nationaux ne semblaient plus avoir cours [...] Cette fausse citoyenneté du monde de toute une génération, cette nationalité fictive dont ils se réclamaient dès qu'était mentionnée leur origine juive, annonçait déjà ces passeports qui, plus tard, allaient permettre à leur titulaire de séjourner n'importe où, excepté dans le pays d'émission.» (3)

Ces représentants symboliques d'une société internationale devaient devenir «objets de haine pour tous ceux que la société rejetait.»

## L'IMPÉRIALISME

Elle rend hommage aux «brillantes recherches» de Rosa Luxemburg (L'accumulation du capital) et cite le Capital financier d'Hilferding : «Sociallement parlant, l'expansion est une condition vitale pour la préservation d'une société capitaliste ; économiquement parlant, c'est la condition du maintien et de l'augmentation momentanée du taux de profit.» Elle mentionne aussi Lénine. Mais c'est de sa conception bien personnelle de l'impérialisme qu'il convient de résumer certains traits originaux .

«1884-1914 : ces trois décennies auront marqué la séparation entre le XIX<sup>e</sup> siècle, qui s'acheva dans la ruée vers l'Afrique et vit naître le pangermanisme et autres mouvements annexionnistes, et le XX<sup>e</sup> siècle qui commença avec la Première Guerre mondiale... c'est le temps de l'impérialisme [...] L'impérialisme naquit lorsque la classe dirigeante détentrice des instruments de production capitaliste s'insurgea contre les limitations nationalistes imposées à son expansion économique...»

## EXPANSIONNISME IMPÉRIALISTE ET VIOLENCE D'ÉTAT

«L'expansion impérialiste avait été déclenchée par une curieuse forme de crise économique, la surproduction de capital et l'apparition d'argent "superflu" résultant d'une épargne excessive qui ne parvenait plus à trouver d'investissement productif à l'intérieur des frontières nationales... A l'exportation des capitaux allait devoir succéder une exportation du pouvoir gouvernemental. C'est seulement quand l'argent exporté provoqua l'exportation du pouvoir qu'il put accomplir les desseins de ceux qui le détenaient. Seule l'accumulation illimitée du pouvoir était capable de susciter l'accumulation illimitée du capital.»

«L'exportation du pouvoir fit d'abord que les instruments de violence de l'Etat, police et armée, qui dans la structure de la nation allaient de pair avec les autres institutions nationales et demeuraient sous le contrôle de celles-ci, se trouvèrent séparés de ce corps et promus au rang de représentants nationaux dans des pays arriérés et sans défense... où la violence avait les coudées bien plus franches.»

«Le vain désir de la bourgeoisie de voir l'argent engendrer l'argent comme l'homme engendre l'homme était resté un rêve honteux tant que l'argent avait dû passer par la longue route de l'investissement productif... Le secret de ce rêve devenu réalité tenait à ce que dorénavent les lois économiques ne faisaient plus obstacle à la voracité des classes possédantes. L'argent pouvait enfin engendrer l'argent, au total mépris de toute loi - économique aussi bien que morale.»

L'exportation d'un pouvoir absolu ne pouvait rester sans conséquence

dans le pays d'origine :

«Les agents de la violence appointés par l'Etat constituèrent bientôt une nouvelle classe à l'intérieur des nations et, bien que leur champ d'action fût très éloigné de la métropole, ils se mirent à exercer une influence considérable sur le corps politique de celle-ci [...] fonctionnaires de la violence, ils furent les premiers à proclamer, en tant que classe et forts de leur expérience quotidienne, que le pouvoir est l'essence de toute structure politique [...] La violence était depuis toujours l'ultima ratio en matière d'action politique, et le pouvoir l'expression de l'autorité et du gouvernement. Mais jamais auparavant ni la violence ni le pouvoir n'avaient représenté le but conscient d'un corps politique ou l'ultime enjeu d'une politique définie [...] la violence exercée au nom du pouvoir (et non de la loi) devient un principe de destruction qui ne cessera que lorsqu'il n'y aura plus rien à violenter.» (4)

## LA BUREAUCRATIE IMPÉRIALE : UNE DICTATURE RACISTE

Hannah Arendt, se référant à la «légende impérialiste» incarnée par Rudyard Kipling, montre la singularité de l'administration coloniale britannique, et en trace deux portraits exemplaires : «En comparaison, l'exploitation, l'oppression et la corruption font figure de remparts de la dignité humaine, car exploiteur et exploité, oppresseur et opprimé, corrupteur et corrompu vivent encore dans le même univers, partagent encore les mêmes ambitions, se battent encore pour la possession des mêmes choses.»

Le premier portrait est celui de Lord Cromer, qui eut la haute main sur l'Égypte après le percement du canal de Suez, de 1883 à 1907. Il rédigea,

à la fin de sa vie, un essai sur «le Gouvernement des races assujetties» où il théorisa sa pratique. Elle en résume la substance :

«Son orgueil était de "rester plus ou moins dissimulé et tirer les ficelles". En retour, et pour pouvoir accomplir sa tâche, le bureaucrate doit se sentir à l'abri du contrôle —de la louange comme du blâme— de toutes les institutions publiques, qu'il s'agisse du Parlement, des "Ministères anglais" ou de la presse [...] le simple fonctionnement des institutions démocratiques existantes ne peut que constituer un danger, car "il est impossible de faire gouverner le peuple par le peuple, le peuple de l'Inde par le peuple de l'Angleterre." La bureaucratie est toujours un gouvernement d'experts, d'une "minorité avertie" qui doit résister tant qu'elle peut à la pression constante de la "majorité non avertie."»

Cromer s'effaçait derrière sa fonction. Cecil Rhodes, lui, ne faisait pas dans la modestie. Il avait «inventé» la Rhodésie. Il fut l'auteur de la formule placée en exergue de cette seconde partie : «Si je le pouvais, j'annexerais les planètes». Sur terre, il amassa une immense fortune grâce aux mines d'or et de diamant, est à l'origine de la Sté De Beers, fut Premier Ministre du Cap et mena la guerre contre les Boers.

Ces activités lui laissèrent le temps de concevoir une «Société secrète ouverte à tout membre de la race nordique, dont l'expansion établirait un gouvernement bureaucratique régissant tous les peuples de la terre.» L'expansion n'était plus justifiée par l'appétit d'une Mère-Patrie. Une «race nordique», mythique rejeton d'un pseudo «darwinisme social», la remplaçait. Bien entendu, les agents secrets de cette force d'expansion ne se sentaient aucune obligation : «La

seule loi à laquelle ils obéissaient était la loi de l'expansion, la seule marque de leur "légitimité" était le succès». Aux «races assujetties», la servitude assurée.

Par ailleurs, H. Arendt considère l'Afrique australe, où sera pratiqué et élaboré l'apartheid, comme un «berceau de l'impérialisme». Suit un brillant paradoxe :

«Les détenteurs du capital superflu ont été la première fraction de la classe bourgeoise à vouloir des profits sans remplir de réelle fonction sociale... il y avait cet autre sous-produit de la production capitaliste : les déchets humains que chaque crise, succédant invariablement à chaque période de croissance industrielle, éliminait en permanence de la société productive. Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, on avait dénoncé la véritable menace que ces hommes faisaient peser sur la société, et leur exportation avait contribué à peupler les dominions...»

«Ironie du sort, le pays où richesse superflue et hommes superflus se trouvèrent réunis pour la première fois était lui-même en passe de devenir superflu [...] L'ouverture du canal de Suez, et la conquête administrative de l'Égypte qui en découla, privèrent bientôt d'une grande part de son importance le vieux comptoir commercial du Cap [...] on y découvrit des gisements de diamants dans les années 70, et d'importantes mines d'or dans les années 80 [...] Les détenteurs de la richesse superflue étaient les seuls hommes susceptibles de se servir des hommes superflus accourant des quatre coins de la planète. Ils établirent ensemble le premier paradis des parasites où la sève de la vie était l'or. L'impérialisme, produit de l'argent superflu et des hommes superflus, commença son extraordinaire carrière, produi-

sant les biens les plus superflus et les plus irréels qui soient.»

«Là, à la barbe de tous se trouvaient nombre des éléments qui une fois réunis seraient capables de créer un gouvernement totalitaire sur la base du racisme. Des massacres administratifs étaient proposés par des bureaucrates aux Indes, tandis que les fonctionnaires en Afrique déclaraient qu'"aucune considération éthique telle que les droits de l'homme ne sera autorisée à barrer la route" à la domination blanche.»

#### L'IMPÉRIALISME CONTINENTAL

«Les nations d'Europe centrale et de l'Est, qui ne possédaient pas de colonies et ne pouvaient guère espérer une expansion outre-mer, décidaient maintenant qu'elles "avaient le même droit" à l'expansion que les autres grands peuples et que s'il ne leur était pas accordé la possibilité de s'étendre outre-mer, elles se verraient contraintes de le faire en Europe. Pangermanistes et panslavistes [...] vivant dans des Etats continentaux devaient chercher des colonies sur le continent.»

Ils intégrèrent avec enthousiasme la pensée raciale qui prétendait justifier l'oppression coloniale ainsi que les élucubrations de Gobineau dans l'Essai sur l'inégalité des races humaines. Un membre de la Ligue pangermanique proposait de traiter Polonais, Tchèques, Juifs, Italiens de la manière dont l'impérialisme colonial traitait les indigènes sur les continents non-européens. La distinction visible entre peaux blanches et noires fut remplacée par une distinction imaginaire entre âmes orientale et occidentale, aryenne et sémite... Hannah Arendt constate avec surprise que cette «idéologie fort compliquée et une organisation qui ne ser-

vait aucun intérêt immédiat se révélèrent plus attirantes que des avantages concrets ou des convictions banales.»

«Ce type nouveau de nationalisme tribal, plus ou moins caractéristique de toutes les nations et de toutes les nationalités d'Europe centrale et orientale, était tout à fait différent du nationalisme occidental. Avec lui apparut cette curieuse identification de la nationalité de l'individu avec son âme, qui désormais ne concerne plus seulement les affaires publiques, mais imprègne toutes les phases de la vie privée [...] Du point de vue politique, le nationalisme tribal insiste toujours sur le fait que son peuple est environné d'un "monde d'ennemis", "seul contre tous" ... Il proclame son peuple unique, particulier, irréductible à tous les autres, et il nie dans son principe même la possibilité d'un genre humain commun à tous les peuples bien avant d'être utilisé à détruire l'humanité de l'homme.»

L'Autriche-Hongrie devint normalement le centre des mouvements annexionnistes. L'instauration d'Etats-nations y avait échoué, à cause de la coexistence de nationalités slaves et allemandes irrédentistes. Dans les pays occidentaux où elle avait réussi (la France post-révolutionnaire étant le modèle) «une administration fortement centralisée et capable de monopoliser tous les instruments de violence et tous les germes de pouvoir était seule à même de contrebalancer les forces centrifuges constamment produites par une société divisée en classes.» Mais dans les vastes régions s'étendant de la Baltique à l'Adriatique «dans la ceinture des populations mêlées pour lesquelles la nationalité ne s'était pas encore développée au-delà d'une conscience ethnique inarticulée [...]

le nationalisme tribal, cette force motrice cachée derrière l'impérialisme continental, naquit de ce climat de déracinement.» Servant en quelque sorte d'exutoire à la lutte de classes, il s'étendit largement parmi les populations de l'Autriche-Hongrie mais aussi parmi les membres de l'intelligentsia insatisfaite de la Russie tsariste.

L'hostilité envers l'Etat comme institution se retrouve dans toutes les théories des mouvements annexionnistes. Les slavophiles parlent des Russes comme d'un «peuple sans Etat», les pangermanistes insistent sur la priorité de l'intérêt national sur celui de l'Etat. Autre trait commun : contrairement à une idée reçue, « ils n'ont jamais commis l'erreur de se ranger aux côtés de l'exploitation capitaliste et la plupart d'entre eux [...] appartenaient [...] aux partis libéraux et progressistes.» Cela leur permettait de se poser en organisateurs de «la foule», qui n'est pas le peuple, mais son avatar atomisé, manipulable. Le peuple est alors représenté par le mouvement ouvrier, estime H. Arendt, la «foule» ressemblant beaucoup à «une race». L'antisémitisme devient donc le trait commun dominant.

Schönerer affirmait : «Nous, pangermanistes, regardons l'antisémitisme comme la poutre maîtresse de notre idéologie nationale.» Parallèlement, l'écrivain russe panslaviste Rozanov prétendait : «Il n'est aucun problème de la vie russe où, comme une ponctuation, ne revienne la question : comment venir à bout des Juifs.» Dans la continuité, la police secrète tsariste élaborait le faux Protocole des Sages de Sion, qui joua un rôle important dans la diffusion de l'antisémitisme en Europe. Fragilisés par l'absence d'un Etat protecteur, les Juifs constituaient la cible idéale.

Plus encore, la notion de «peuple élu» dont se réclamait leur religion fut retournée contre eux, ce qui constitue «une des revanches les plus logiques et les plus amères que l'histoire ait jamais prises» :

«Hitler, plus rusé que Schönerer, son père spirituel, sut utiliser le principe hiérarchique du racisme, exploiter le postulat antisémite affirmant l'existence d'un peuple qui serait «le pire» afin d'organiser réellement «le meilleur» et, entre les deux, tous les peuples conquis et opprimés [...] Guidés par leur propre superstition ridicule, les leaders des mouvements annexionnistes finirent par trouver dans le mécanisme de la piété juive le petit rouage caché qui en permettait le retournement complet et la perversion, si bien que l'élection divine cessait d'être le mythe d'une suprême réalisation de l'idéal d'humanité commune pour devenir celui de sa destruction finale.»

#### BUREAUCRATES ET SANS-PATRIE

Les deux derniers Etats autocratiques et multinationaux d'Europe, où s'est formé ce «nationalisme tribal», continuaient à gouverner directement les peuples par le biais d'une bureaucratie, de manière comparable avec les administrations coloniales. Leur démantèlement, après la Révolution russe et le Traité de Versailles, introduisit dans l'Europe d'après-guerre «un élément de désintégration tout à fait nouveau : l'apparition de minorités en Europe de l'Est et du Sud et l'arrivée des sans-patrie en Europe centrale et occidentale.»

Les Traités des minorités de 1918, inapplicables et inappliqués, laissaient subsister au moins trente millions d'européens sans-patrie ou apatrides, tous indésirables. Avant

d'être à la merci de futurs régimes totalitaires, ou de leur fournir le prétexte à des annexions programmées (Dantzig, Sudètes...) ils furent mis à l'écart par les «démocraties» : «Il n'est pratiquement pas un seul pays du continent qui n'ait adopté entre les deux guerres une nouvelle législation [...] de manière à permettre de se débarrasser à tout moment d'un grand nombre de ses habitants.» Des termes nouveaux furent inventés : réfugiés, personnes déplacées, sans-papiers... Mais quel que soit le nom qu'on leur donnât, ils restaient dépourvus de statut, donc de tout droit, livrés à l'arbitraire.

H. Arendt souligne que «La Deuxième Guerre mondiale et les camps de déportation n'étaient pas nécessaires pour montrer que le seul substitut concret à un pays natal inexistant était le camp d'internement.

De fait, ce fut dès les années 30 le seul «pays» que le monde eut à offrir aux sans-Etat.» Le sans-patrie, rendu «illégal» par l'impérieuse nécessité de survivre, est un paradoxe vivant : «C'est uniquement en offensant la loi qu'il peut obtenir d'elle une certaine protection. Tant que dureront son procès et sa peine, il sera à l'abri de l'arbitraire de la police contre lequel il n'est ni avocat ni recours.»

Poussant plus loin l'analyse, elle constate que le problème des apatrides a permis à la police, en Europe de l'Ouest, de devenir une «instance gouvernante indépendante du gouvernement». C'est ainsi que, bien avant la guerre, ont pu s'établir d'étroits contacts avec la Gestapo, facilitant plus tard la mise en œuvre de la terreur nazie.

La fin de la guerre n'a pas mis fin à l'errance des sans-patrie. Nouveau paradoxe, la création de l'Etat d'Israël : «Cette solution de la question juive n'avait réussi qu'à produire une

nouvelle catégorie de réfugiés, accroissant ainsi le nombre des apatrides et des parias de quelque 700 à 800 000 personnes (5). Ce qui venait de se produire en Palestine s'est ensuite reproduit en Inde [...] pour des millions de gens.»

«Même chez les nazis, l'extermination des Juifs avait commencé par les priver de statut juridique ; avant de faire fonctionner les chambres à gaz, les nazis avaient soigneusement étudié la question et découvert à leur grande satisfaction qu'aucun pays n'allait revendiquer ces gens-là [...] une condition de totale privation de droits avait été créée bien avant que le droit à la vie ne soit contesté [...] ces gens privés de droits sont rejetés dans un état bien étrange [...] dans un monde qui a pratiquement éliminé la sauvagerie, ils apparaissent comme les premiers signes d'une possible régression par rapport à la civilisation.»

«L'apparition des gouvernements totalitaires est un phénomène situé à l'intérieur, et non à l'extérieur de notre civilisation. Le danger est qu'une civilisation globale, coordonnée à l'échelle universelle, se mette un jour à produire des barbares nés de son propre sein à force d'avoir imposé à des millions de gens des conditions de vie qui, en dépit des apparences, sont des conditions de vie de sauvages.»

## LE SYSTEME

### LE CHAMP DU TOTALITARISME

L'introduction, rédigée entre 1966 et 1971, est rattachée à cette troisième partie. Elle lui permet de prendre un

peu de recul pour «articuler et élaborer les questions en compagnie desquelles ma génération avait été forcée de vivre pour la meilleure partie de sa vie adulte : Qu'est-ce qui s'est passé ? Pourquoi cela s'est-il passé ? Comment cela a-t-il été possible ?» Tout en précisant qu'elle a «toutes les raisons d'utiliser le mot totalitarisme avec parcimonie et prudence», elle délimite le champ de sa recherche.

Elle en exclut l'Italie fasciste, bien que Mussolini ait revendiqué l'expression d'«Etat totalitaire». L'argument décisif est contenu dans les sentences prononcées de 1926 à 1932 par les tribunaux spéciaux : sept sentences de mort, beaucoup de mesures d'exil, 1 500 peines de prison et surtout 12 000 personnes arrêtées déclarées innocentes, «procédure inconcevable sous la terreur nazie ou bolchevique». Elle cite aussi Goebbels, pour qui «le fascisme n'a rien à voir avec le national-socialisme. Tandis que ce dernier va jusqu'aux racines, le fascisme n'est que superficiel.» Le fascisme a certes été porté par un «mouvement totalitaire», mais il n'a pu aller à son terme. Il est «seulement» une dictature. Avec des variantes, il en est de même des régimes établis en Espagne, au Portugal, et en Europe centrale et orientale, où la vague a déferlé.

Plus surprenant qu'elle en exclue aussi la Chine de Mao. Tout en disant que sa connaissance de ce pays n'est «pas très assurée», elle estime que «Après une phase initiale très sanglante —le nombre des victimes au cours des premières années de la dictature peut être évalué à quinze millions, soit environ 3 % de la population en 1949— et après la disparition de toute opposition organisée, il n'y a pas eu accroissement de la terreur.» Elle en appelle au dis-

cours de Mao en 1957 «De la juste solution des contradictions au sein du peuple», où elle voit une contribution originale à la théorie marxiste. Elle estime aussi que l'horreur de la «Révolution culturelle» n'a pas abouti à décimer la population et pense, en somme, que «la pensée de Mao-Tse-Tung ne s'est pas développée selon les voies tracées par Staline [...] il est profondément un révolutionnaire et non un assassin.» Impossible de la suivre lorsqu'elle affirme que la terreur ne s'est pas «accrue» après avoir supprimé 15 millions de personnes, et qu'elle refuse la qualification d'assassin au dirigeant qui l'a organisée. Restent donc, pour elle, deux régimes totalitaires : nazisme et stalinisme.

### RÉFLEXIONS SUR LE STALINISME

L'introduction s'attarde sur les «révélations» de Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> congrès du PCUS. En chargeant Staline de tous les péchés, il avait pour objectif, dit-elle, de sauver l'essentiel, en cachant «la culpabilité du régime dans son ensemble dans les purges massives et la déportation de peuples entiers». L'analyse qui suit bouscule des fausses évidences, entretenues au cours de la guerre froide et au-delà.

«Staline ne commença pas ses gigantesques purges en 1928 lorsqu'il admettait avoir des ennemis intérieurs, il les commença en 1934, quand tous les anciens opposants eurent confessé leurs «erreurs». Au XVII<sup>e</sup> congrès, il n'a, dit-il lui-même «plus rien à prouver... ni, semble-t-il, personne à combattre.»»

«Il existait une alternative évidente à la prise du pouvoir par Staline et à la transformation de la dictature du parti unique en domination totale : pour-

suivre la N.E.P. telle qu'elle avait été inaugurée par Lénine. La N.E.P. avait en effet amorcé la "réconciliation naissante entre le peuple et son gouvernement". La prétendue continuité entre Lénine et Staline est niée. H. Arendt la juge «compréhensible, mais historiquement insoutenable.»

«Dans la théorie courante, la terreur de la fin des années 20 et des années 30 fut le "tribut de souffrance" exigé par l'industrialisation et le progrès économique [...] la terreur ne produisit rien de tel. Les résultats les mieux établis de la dékoulakisation, de la collectivisation et de la grande purge furent la famine, la dépopulation et réussirent à détruire entièrement la compétence et le savoir-faire technique que le pays avait acquis après la révolution d'Octobre.»

«Le bras séculier de ce régime n'était pas le parti mais la police». La mort de Staline mit fin à son pouvoir absolu : «Lorsque Khrouchtchev demanda à Joukov de lui venir en aide, la suprématie de l'armée sur la police était en Union soviétique un fait accompli [...] la signification de ce nouvel équilibre du pouvoir avait déjà été manifeste lors de la suppression par la force de la révolution hongroise. L'écrasement sanglant de la révolution, pour terrible et efficace qu'il fût, avait été accompli par des unités de l'armée régulière et non par des forces de police [...] Il n'y eut pas de déportations massives, on n'essaya pas de dépeupler le pays. Et puisqu'il s'agissait d'une opération militaire et non de police, les Soviétiques purent se permettre d'envoyer au pays vaincu une aide suffisante pour prévenir la famine et empêcher un effondrement complet de l'économie pendant l'année qui suivit la révolution... Rien n'aurait été plus étranger aux préoccupations de Staline dans des cir-

constances comparables.»

L'Union soviétique ne peut plus être qualifiée de totalitaire au sens strict du mot... ( en 1971) Il semble que rien n'ait changé, alors qu'en fait tout a changé. A la mort de Staline, les tiroirs des écrivains et des artistes étaient vides ; aujourd'hui, il existe toute une littérature qui circule sous forme manuscrite... Daniel et Siniavski ont été jugés et condamnés en 1966 pour avoir publié à l'étranger... C'est certainement scandaleux, mais ce qu'ils avaient à dire a été entendu et n'est pas prêt d'être oublié. Ils n'ont pas disparu dans ce gouffre de l'oubli que les dirigeants totalitaires réservent à leurs opposants... Le peuple de l'Union soviétique est sorti du cauchemar totalitaire pour connaître les rigueurs, les dangers et les injustices multiples de la dictature du parti unique.

#### CLASSES ET MASSES

La Première Guerre mondiale, pense Hannah Arendt, a fait beaucoup plus que des millions de morts . Elle a bouleversé les rapports sociaux et accouché d'une «terrifiante solidarité négative» qui a transformé les classes sociales en «une masse informe d'individus furieux» aisément manipulables.

«C'est dans cette atmosphère, parmi l'effondrement de la société de classes, que s'est développée la psychologie de "l'homme de masse" européen. La masse de ces hommes déçus et désespérés augmenta rapidement en Allemagne et en Autriche lorsque l'inflation et le chômage aggravèrent la dislocation consécutive à la défaite militaire... Cette amertume personnelle ne se fondait sur aucun intérêt commun, qu'il soit économique, social ou politique. Par conséquent, le repli sur soi-même alla de pair avec un affaiblissement dé-

cisif de l'instinct de conservation. Le désintéressement, au sens où l'on n'a pas d'importance à ses propres yeux, le sentiment de pouvoir être sacrifié, n'était plus une expression d'idéalisme individuel, mais un phénomène de masse» Pour prétendre à la direction de ces masses, les chefs potentiels ne manqueront pas : ratés et aventuriers issus de la «populace» («l'envers de la société bourgeoise»). L'un d'eux, Hitler, avait bénéficié d'une expérience dans les services secrets de l'armée. Staline avait fait ses armes dans l'appareil conspiratif du parti bolchevique. Analogie un peu courte. Plus intéressante est l'idée que, dans des conditions bien différentes, il en «fabriqua» de nouvelles, sur les ruines de la guerre civile : «Pour transformer la dictature révolutionnaire de Lénine en régime complètement totalitaire, Staline fut d'abord obligé de créer artificiellement cette société atomisée que les circonstances historiques avaient déjà préparées en Allemagne pour les nazis.»

Lénine, pour assurer le salut de la révolution, avait commencé à structurer les masses paysannes en créant «cette classe de paysans émancipés qui, depuis la Révolution française, a constitué le plus ferme soutien des nations occidentales... Il toléra l'apparition timide d'une nouvelle classe moyenne, résultat de la N.E.P. après la fin de la guerre civile. Il essaya de renforcer la classe ouvrière en encourageant les syndicats indépendants... Sa politique prouve qu'il avait peur d'absence de structure sociale.»

«Sans aucun doute, Lénine subit sa plus lourde défaite lorsque, au début de la guerre civile, le pouvoir suprême, qu'il avait dû concentrer dans les mains des soviets, passa dans celles de la bureaucratie du Parti... Mais

même ce développement, aussi tragique qu'il fût pour le cours de la révolution, n'aurait pas dû conduire nécessairement au totalitarisme. Une dictature du parti unique ne faisait qu'ajouter une classe de plus à la stratification du pays, qui était déjà en progrès... Au moment de la mort de Lénine, aucune voie n'était fermée. Il n'était pas inévitable que la formation des classes ouvrière, paysanne et moyenne conduise à la lutte des classes qui avait caractérisé le capitaliste européen.»

H. Arendt estime donc que la société soviétique était en marche pour accomplir, à terme, sa révolution bourgeoise. Ce processus fut stoppé par Staline. Elle retrace les sanglantes étapes de cette involution vers un système totalitaire.

«Afin de fabriquer une masse atomisée et amorphe, il fut d'abord obligé de liquider le restant de pouvoir des soviets... Vers 1930, les derniers vestiges des anciennes institutions collectives avaient disparu pour faire place à la bureaucratie du parti.»

«Le régime bolchévique passa alors à la liquidation des classes et, pour des raisons d'idéologie et de propagande, commença par les classes possédantes : la nouvelle classe moyenne des villes, et les paysans, la classe potentiellement la plus puissante de l'Union ; en conséquence, leur liquidation fut plus complète et plus cruelle que celle de tous les autres groupes ; elle fut conduite au moyen de la famine et de la déportation, sous prétexte d'exproprier les koulaks et de collectiviser les terres. La liquidation des classes moyenne et paysanne s'acheva au début des années 30.»

«Ensuite fut liquidée la classe des ouvriers. En tant que classe, ils étaient beaucoup plus faibles et offrirent beaucoup moins de résistance

que les paysans. Le système stakhanoviste, adopté au début des années 30, brisa toute solidarité et toute conscience de classe parmi les ouvriers, d'abord par sa compétitivité féroce, ensuite parce qu'elle solidifia provisoirement une aristocratie stakhanoviste... Le processus fut complété en 1938 par l'introduction du livret de travail, qui transforma officiellement l'ensemble de la classe ouvrière en une gigantesque armée de forçats.»

«Pour couronner toutes ces mesures vint la liquidation de cette bureaucratie qui avait contribué à exécuter les liquidations précédentes. Staline mit à peu près deux ans, de 1936 à 1938, à se débarrasser de l'aristocratie administrative et militaire de la société soviétique... Cette purge se termina par la liquidation des hauts fonctionnaires de la police... et des cadres de la Guépéou» qui l'avaient mise en œuvre. Ainsi s'achevait l'atomisation massive de la société soviétique.

#### PROPAGANDE, TERREUR ET MASSES

La propagande sert deux objectifs : conquérir les masses et les préserver du monde extérieur, réputé « hostile ». Essentielle avant la prise du pouvoir, elle est combinée avec une terreur graduée et sera mise au rencart après usage («Là où le règne de la terreur est porté à sa perfection, dans les camps de concentration, la propagande disparaît... Elle était même complètement interdite dans l'Allemagne nazie.»)

C'est la perte du statut social qui permet à la propagande de faire son chemin parmi les masses atomisées. Peu importe la vraisemblance des faits invoqués (complot juif, à la fois capitaliste et révolutionnaire, pour les nazis, machinations impérialistes

et complot trotskiste pour les staliens), «Seule compte la cohérence du système. La fuite des masses devant la réalité est une condamnation du monde dans lequel elles sont contraintes de vivre et ne peuvent subsister... La force de la propagande totalitaire repose sur sa capacité à couper les masses —en voie de désintégration— du monde réel.»

La propagande nazie transforma l'antisémitisme en un principe d'auto-définition, quand 80 millions d'Allemands durent prouver qu'ils n'avaient pas un grand-père juif. Ils en sortirent —sauf ceux qui avaient tiré le mauvais numéro— «avec le sentiment d'appartenir à un groupe d'élus. Cela procura aux individus atomisés, indéfinissables, instables et futiles, un moyen d'identification, qui restaurait en partie le respect de soi que leur conférait autrefois leur fonction dans la société.» Cela devait aussi faciliter leur complicité avec les crimes à venir, des guerres d'agression à l'holocauste.

«De même, mais avec une moindre cohérence, le bolchevisme transforma la doctrine marxiste de l'inéluctable victoire finale du prolétariat en faisant de ses adhérents des «prolétaires de naissance» et en rendant honteuses et scandaleuses toutes les autres origines de classe.»

A la promesse communiste d'une société sans classes, où chacun sera au niveau de l'ouvrier d'usine, répond une «communauté raciale» (6) dont chaque membre peut espérer devenir directeur d'usine, après avoir éradiqué la «conspiration juive mondiale» et assujetti les autres peuples. H. Arendt pense que ni la propagande ni la terreur ne suffisent à expliquer la survie du régime totalitaire une fois parvenu au pouvoir. Après s'être acquis la passivité, puis la complicité des masses, leur adhé-

sion est indispensable. Hitler l'obtiendra en dépouillant les Juifs et en parasitant l'appareil d'Etat, redonnant un statut social à des centaines de milliers de déclassés. Elle insiste sur le fait que la popularité du régime ne se démentira pas, presque jusqu'à la fin. En URSS, la sélection est différente, mais pour un résultat comparable : «Une purge nationale toutes les décennies fait de la place à la nouvelle génération, fraîchement diplômée et avide de postes [...] Ainsi, en 1939, Staline pouvait-il noter avec une grande satisfaction que "le parti était en mesure de promouvoir à des postes de direction dans les affaires de l'Etat ou du Parti plus de 500 000 jeunes bolcheviques" [...] L'humiliation de devoir sa place à l'élimination injuste de son prédécesseur a le même effet démoralisant que celle des Juifs en Allemagne : il fait de chaque détenteur d'un emploi un complice conscient des crimes commis par le gouvernement... Il est aussi la meilleure garantie de loyauté... Quand la purge suivante l'a mis hors de circuit, le régime s'assure qu'il disparaît du monde des vivants.»

Avant qu'Hitler ne prenne le pouvoir, la terreur nazie, limitée et sélective, visait d'abord les militants des partis adverses, surtout socialistes et communistes. Elle grandit rapidement car ni la police ni les tribunaux ne poussaient ces exactions (7). Une grande partie de la population fut ainsi convaincue de la puissance nazie. H. Arendt remarque au passage que « les nazis, sans l'admettre, apprirent autant des organisations de gangsters américains que leur propagande apprit de la publicité commerciale américaine.» Après la prise du pouvoir, la terreur changea d'échelle.

Rappelant que l'idéologie totalitaire

était déjà en germe dans l'impérialisme colonial, H. Arendt note que «Les camps de concentration eux-mêmes ne sont pas une invention des mouvements totalitaires. Ils apparaissent pour la première fois au début du siècle, pendant la guerre des Boers, et l'on continua à les utiliser en Afrique du Sud aussi bien qu'en Inde pour les "éléments indésirables", les "suspects" dont les crimes ne pouvaient être prouvés et qui ne pouvaient être condamnés en suivant le cours ordinaire de la justice.» Après les avoir caractérisés, elle établit une classification dans l'horreur.

«Le camp de concentration n'a pas été établi en vue d'une productivité possible. Quel que soit le travail qui y est accompli, il l'eût été bien mieux et à moindres frais dans des conditions différentes. Le caractère incroyable des horreurs est étroitement lié à leur inutilité sur le plan économique. Les nazis poussèrent carrément l'inutile jusqu'au nuisible quand, en pleine guerre, ils dressèrent d'énormes et coûteuses entreprises d'extermination et organisèrent le transport de millions de gens... La contradiction manifeste entre cette façon d'agir et les impératifs militaires donne à toute l'entreprise un air fou et chimérique.»

«On peut fort justement distinguer trois types de camps de concentration qui correspondent à trois conceptions fondamentales de la vie après la mort en Occident : Hadès (dieu grec des morts), le Purgatoire et l'Enfer. Ils ont un point en commun : les masses humaines qui y sont enfermées sont traitées comme si elles n'existaient plus, comme si ce qu'il advenait d'elles ne présentait plus d'intérêt pour personne.»

«A Hadès correspondent ces manières relativement douces autrefois répandues même dans les pays non-totalitaires, de mettre à l'écart les

éléments indésirables de toutes sortes —réfugiés, apatrides, sociaux et chômeurs, comme tous les camps de personnes déplacées, qui ne sont rien d'autre que des camps pour des personnes devenues superflues et importunes.» ( 8 )

«Le Purgatoire est représenté par les camps de travail en Union soviétique, où l'abandon se combine avec un travail forcé chaotique.»

«L'Enfer au sens littéral a été incarné par ces types de camps réalisés à la perfection par les nazis : là, l'ensemble de la vie fut minutieusement et systématiquement organisé en vue des plus grands tourments.»

Dans les deux univers totalitaires, la terreur varia aussi dans le temps, mais en sens contraire. La terreur nazie crût monstrueusement après l'invasion de l'URSS, en juin 1941. Hitler y jouait son va-tout, militairement et politiquement. S'il avait été un conquérant «ordinaire», il aurait utilisé l'accueil de la population ukrainienne, le plus souvent favorable, car elle avait été en première ligne dans la terreur de la dékoulakisation. Il ne l'était pas. Son but n'était pas de construire quoi que ce soit, mais de détruire ce qui ne lui servait pas et de réduire les peuples soviétiques en esclavage. Toute trace de la Révolution russe devait disparaître. L'ennemi à abattre fut clairement désigné, sous le vocable de «judéo-bolchevique», qui mobilisa tous les fascistes européens dans cette nouvelle «croisade».

Du côté opposé, Staline aussi jouait la survie de son régime. Il mit d'abord quelque temps à reconnaître la réalité de l'invasion nazie (H. Arendt remarque avec ironie que la seule personne en qui il avait confiance était ... Hitler !). Pour empêcher la prise de Moscou et préparer la contre-offensive, il dut libérer de nombreux dépor-

tés. La «grande guerre patriotique» fut considérée par les Russes et les autres peuples d'URSS comme une période de «libéralisation», certes relative et provisoire, mais certaine. On peut dire qu'ils se sont battus contre deux systèmes totalitaires. Ils l'ont d'ailleurs payé très cher.

Le journal de Goebbels montre à quel point de non-retour les nazis avaient mené «leur» peuple.

«La guerre a rendu possible pour nous la solution de toute une série de problèmes qui n'auraient jamais pu être résolus en temps normal» (et peu importe comment tournera la guerre) «les Juifs seront certainement les perdants. Sur la question juive, spécialement, nous avons adopté une position d'où il n'y a pas d'évasion possible [...] L'expérience enseigne qu'un mouvement et un peuple qui ont brûlé leurs vaisseaux combattent avec une détermination beaucoup plus grande que ceux qui peuvent encore battre en retraite.»

Le fonctionnement des camps, tant du goulag que des camps d'extermination nazis, a fait l'objet d'études récentes et documentées, ainsi que d'une abondante littérature. Rendre compte de l'analyse qu'Hannah Arendt a élaborée ne s'impose donc pas. Par contre, il est indispensable de citer, parmi ses dernières conclusions, celles dont la lucidité nous éclaire encore.

«L'inutilité des camps, l'aveu cynique de leur anti-utilité, ne sont qu'une apparence... Sans les camps de concentration, sans la peur mal définie qu'ils inspirent, sans le terrain d'entraînement fort bien défini qu'ils offrent en matière de domination totalitaire [...] un Etat totalitaire ne pourrait jamais inspirer le fanatisme aux troupes qui en sont le noyau, ni

maintenir un peuple tout entier en complète apathie.»

«Les hommes, dans la mesure où ils ne sont plus que la réaction animale et que l'accomplissement de fonctions, sont entièrement superflus pour les régimes totalitaires. Le totalitarisme ne tend pas vers un règne despotique sur les hommes, mais vers un système dans lequel les hommes sont de trop. La tentative totalitaire de rendre les hommes superflus reflète l'expérience que font les masses contemporaines de leur superfluité sur une terre surpeuplée [...] une usine à fabriquer quotidiennement de l'absurde.»

«Les solutions totalitaires peuvent fort bien survivre à la chute des régimes totalitaires, sous la forme de tentations fortes qui surgiront chaque fois qu'il semblera impossible de soulager la misère politique, sociale et économique d'une manière qui soit digne de l'homme.»

«Quand, après la guerre d'Espagne, les Français installèrent des camps de concentration, ils introduisirent immédiatement l'amalgame typiquement totalitaire entre politiques, criminels et innocents (en l'occurrence les apatrides)... Destinée au départ à empêcher que ne se développât tout sentiment de solidarité entre les détenus, cette technique s'avéra particulièrement efficace : personne en effet ne pouvait savoir s'il appartenait à une catégorie meilleure ou pire que les autres... L'horrible et le grotesque là-dedans étaient que les détenus eux-mêmes s'identifiaient à ces catégories, comme si elles représentaient un dernier vestige authentique de leur personne juridique.»

Notes

1)- L'article "juif" de l'Encyclopédie (1751-1765) attribué à Diderot, fait l'objet de la citation suivante :

«Ainsi répandus de nos jours avec plus de sûreté qu'ils n'en avaient encore eu dans tous les pays de l'Europe où règne le commerce, ils sont devenus les instruments par le moyen desquels les nations les plus éloignées peuvent converser et correspondre ensemble. Il en est d'eux comme des chevilles et de clous qu'on emploie dans un grand édifice, et qui sont nécessaires pour en joindre toutes les parties.»

2) Le terme péjoratif de «populace», souvent employé par Hannah Arendt recouvre, selon sa propre définition, «les déclassés de toutes les couches sociales toujours plus nombreux». Elle parle aussi de «foule». Marx utilisait l'expression plus neutre de «lumpenproletariat» (prolétariat en gueulles). Nous verrons, dans les deux parties suivantes, qu'elle lui attribue un rôle particulier.

3) Stefan Zweig est la figure emblématique de cet intellectuel juif cosmopolite. Lui qui avait qualifié cette période d'avant la Première Guerre mondiale d'«âge d'or», se donna la mort en 1943, en expliquant qu'il ne pouvait plus vivre dans ce monde-là.

4) Un développement est consacré au philosophe Hobbes. Dans son *Leviathan* (1651) il considérait que l'homme est motivé par son seul intérêt, qu'il doit donc consacrer toute son énergie à aménager au mieux son destin personnel dans la compétition sociale. Un «corps politique idéal», une Tyrannie en établira les règles. Tout individu, privé de droits politiques, lui devra une obéissance absolue. Les gagnants auront fait la preuve de leur efficacité. Quant aux vaincus, Hobbes les exonère de toute obligation. Il prévoit même —et justifie— l'organisation des déclassés sociaux en un gang de meurtriers, comme une issue normale. Dans cet-

te société «idéale», l'homme était réellement «un loup pour l'homme». Par la seule rigueur d'une logique implacable, il avait su déceler, dans le nouveau corps social de la bourgeoisie montante, à quoi pouvait aboutir, trois siècles plus tard, l'accumulation perpétuelle du capital. Hannah Arendt voit en lui le seul véritable philosophe dont la bourgeoisie puisse se réclamer, bien qu'elle ne l'ait jamais reconnu officiellement comme tel.

5) En écrivant cela, H. Arendt reste fidèle à elle-même, lorsqu'elle rompit avec le sionisme. Elle pensait que s'associer à la Déclaration Balfour était une erreur majeure, car elle scellait, pour les populations arabes, l'alliance des Juifs avec l'impérialisme anglais. La solution «réaliste» qu'elle proposait était au contraire de les associer à une Fédération judéo-arabe en Palestine.

6) La «Volksgemeinschaft» n'est pas le peuple allemand. Hitler en disait déjà, en 1923, qu'il était «constitué d'un tiers de héros, un tiers de poltrons et un tiers de traîtres». Il se moqua aussi de la germanité, affirmant qu'il pensait en «termes aryens» — ce qui est encore plus flou. H. Arendt a d'excellentes raisons de penser qu'il s'agit en réalité d'une «nouvelle classe de maîtres», les S.S, dont la sévère sélection reposait avant tout sur une obéissance aveugle. Pendant la guerre, Hitler avait fait préparer une «loi générale sur la Santé» qui décimait le peuple allemand. Un examen national permettait d'établir une liste des personnes malades, notamment des poumons et du cœur, ce qui faisait beaucoup de monde. Les familles des malades n'auraient plus eu le droit de séjourner parmi le public, ni de procréer... en attendant que des ordres ultérieurs n'aient définitivement statué sur leur sort final.

7) Hannah Arendt, tout en la mentionnant, n'insiste pas sur cette collusion. Sa vision des rapports entre le mouvement nazi et la bourgeoisie allemande lui fait penser que

celle-ci a été «bernée par Hitler». S'il est vrai qu'elle s'est trompée en pensant faire de lui sa marionnette, elle s'en est d'abord servi — et l'a financé— pour éradiquer le mouvement révolutionnaire. H. Arendt reconnaît d'ailleurs qu'Hitler n'a pas touché à la structure capitaliste de l'économie. Sur ces questions, on peut consulter l'ouvrage de Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital* (voir N° 5 et 6 de Carré rouge)

8) Pour illustrer ce concept, H. Arendt donne en exemple les camps où furent enfermés les rescapés de la Révolution espagnole après 1939. Rappelons que des camps de ce type n'ont pas cessé d'exister jusqu'aujourd'hui. Quel que soit le nom dont on les camoufle, et les populations qu'ils concernent, ce sont des zones de non-droit, c'est à dire des germes totalitaires.